



Audience du 19 décembre 2017

Avec les cabinets des ministres sur le Cerema

« Dans un contexte budgétaire contraint, on vous entend, mais ... on assume ! »

Suite aux mobilisations des agents, notamment du 21 novembre lors du congrès des maires et du 1^{er} décembre lors du blocage du CA du Cerema, l'intersyndicale a été reçue par les trois directeurs de cabinets, voix des ministres de la Transition écologique, des Transports et de la Cohésion des territoires, en présence de la secrétaire générale des ministères.

L'intersyndicale a réaffirmé son opposition aux suppressions d'effectifs, de moyens, de missions et d'implantations territoriales. Ils ont fait part du désarroi, de la souffrance des agents et de la détérioration des conditions de travail.

Pour seule réponse, les cabinets assument et rappellent le contexte budgétaire. Ils ne remettent pas en cause les suppressions d'effectifs qui cadrent « Action Publique 2022 ». A ce stade, aucune réponse quant à l'impact de la future Agence Nationale de Cohésion des Territoires sur le devenir, les missions, les implantations et les effectifs du Cerema.

Seule proposition des cabinets, un comité du suivi sur les évolutions du Cerema dans ce contexte. Aucun syndicat n'accepte de discuter des abandons de missions induits par cette politique comptable de suppression de moyens et d'effectifs.

La feuille de route gouvernementale du Cerema sera fixée début 2018 et un directeur général sera choisi pour l'appliquer, au plus tard, en avril.

Dans la complémentarité et la cohérence de leurs missions, les organisations syndicales des trois établissements (Cerema, IGN, Météo France) appellent les agents à rester mobilisés pour le devenir de leurs missions, de leurs emplois, de leurs implantations.